



ACP OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

Lentement, mais sûrement:

Environnement, changement climatique et migrations dans les pays ACP

Dossier d'information

ACPOBS/2012/DI04

2011



*Une initiative du Secrétariat ACP,
financée par l'Union européenne,*

*mise en œuvre par l'OIM et avec le soutien financier de la Suisse,
de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et du UNFPA*



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra
Swiss Confederation

**Fonds de l'OIM pour le
développement**

*Développer les capacités en
matière de gestion des migrations*



L'Observatoire ACP sur les migrations

L'Observatoire ACP sur les migrations est une initiative du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financée par l'Union européenne, mise en œuvre par l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM), à la tête d'un consortium de 15 partenaires, et avec le soutien financier de la Suisse, de l'OIM, du Fonds de l'OIM pour le développement et de la Suisse. Établi en 2010, l'Observatoire ACP sur les migrations est une institution visant à produire des données sur les migrations sud-sud à destination des migrants, de la société civile et des décideurs politiques et à renforcer les capacités de recherche dans les pays ACP, dans le but d'améliorer la situation des migrants et de resserrer les liens entre migration et développement.

L'Observatoire a été créé pour favoriser le déploiement d'un réseau d'institutions de recherche et d'experts sur les migrations. Des activités ont été lancées dans 12 pays pilotes et seront progressivement étendues à d'autres pays ACP intéressés. Les 12 pays pilotes sont l'Angola, le Cameroun, Haïti, le Kenya, le Lesotho, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la République unie de Tanzanie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Sénégal, le Timor-Leste et Trinité-et-Tobago.

L'Observatoire a lancé des activités de recherche et de renforcement des capacités relatives à la problématique des migrations Sud-Sud et du développement. A travers ces activités, l'Observatoire ACP cherche à adresser les nombreux enjeux de plus en plus incontournables pour le Groupe des États ACP dans le cadre des liens migration/développement. Les documents et produits des recherches, ainsi que les manuels pour le renforcement des capacités, sont accessibles gratuitement sur le site Internet de l'Observatoire (www.acpmigration-obs.org). Les futures publications et informations sur les activités de l'Observatoire seront mises en ligne.

© 2011 Organisation internationale pour les migrations (OIM)

© 2011 Observatoire ACP sur les migrations

Document préparé par la journaliste indépendante Judith Schicklinski et par Zameer Noorali, Point focal de Tanzanie pour l'Observatoire ACP sur les migrations. Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité des auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue du Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), de l'Union européenne, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et des autres membres du Consortium de l'Observatoire ACP sur les migrations, de la Suisse ou du UNFPA.

Tous droits réservés. Aucune partie du présent document ne peut être reproduite, stockée dans un système électronique d'extraction, ni transmise, sous quelque forme que ce soit ni par aucun procédé électronique ou mécanique, y compris la photocopie, l'enregistrement ou autrement, sans le consentement écrit préalable de l'éditeur.



ACP

OBSERVATORY ON MIGRATION
OBSERVATOIRE ACP SUR LES MIGRATIONS
OBSERVATÓRIO ACP DAS MIGRAÇÕES

Lentement, mais sûrement:
*Environnement,
changement climatique
et migrations dans les pays ACP*

Tout au long de l'histoire de l'humanité, les êtres humains ont migré pour affronter les changements environnementaux. Aujourd'hui plus que jamais, l'environnement, les effets négatifs du changement climatique et leurs liens avec les migrations sont portés à l'attention de l'opinion publique. Ces considérations sont particulièrement pertinentes pour le Groupe d'États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Le lien entre migration et environnement est double : la migration peut être induite par le changement environnemental et ce même flux migratoire peut à son tour avoir un impact sur l'environnement. Dans la plupart des cas, le déplacement de personnes ne peut pas être attribué directement au changement environnemental. Il s'agit plutôt d'une interaction entre des facteurs d'attraction et de répulsion de nature économique, socioculturelle et politique qui renforce une vulnérabilité déjà fort importante, résultant d'une fragilité économique et d'une forte dépendance à l'environnement (Black et al., 2011 ; Kniveton et al., 2009 ; Laczko et Aghazarm, 2009).

En 2008, parmi les vingt pays comptant le nombre le plus élevé de déplacements suite à des catastrophes naturelles, six étaient des pays ACP, ce qui représente près de 700 000 personnes rien qu'en Afrique (IDMC et BCAH, 2009). On estime cependant qu'une majorité des migrations influencées par le changement environnemental sont le résultat de modifications lentes, comme, en autres choses, l'augmentation des sécheresses, des canicules et des inondations. On prévoit que la dégradation environnementale des moyens de subsistance entraînera des volumes de plus en plus importants de mouvements internes, de zones rurales vers d'autres zones rurales ou de zones rurales vers des centres urbains (Gemenne, 2011 ; Laczko et Aghazarm, 2009). Le manque de données

Définition de la migration influencée par le changement environnemental

“Quand le changement environnemental peut être identifié comme influant sur les facteurs de déclenchement de la migration et devient donc un facteur dans la décision de migrer.”

Ce concept suppose que des migrations ont déjà eu lieu dans la plupart du monde en relation avec cinq grandes catégories de « facteurs de déclenchement » : économique, social, environnemental, démographique et politique.

(Government Office for Science, 2011 dans Observatoire ACP sur les migrations, 2011)

complètes relatives à cette interdépendance, surtout pour les pays ACP, rend difficile l'élaboration de plans d'adaptation nationaux et régionaux. C'est pourtant là qu'est la solution si l'on tient à ce que les migrations ne soient pas seulement considérées comme l'ultime option, mais aussi comme une stratégie d'adaptation possible.

Ce dossier d'information vise à faire toute la lumière sur les concepts, les observations et les défis liés aux données en rapport avec les migrations et l'environnement dans les pays ACP, donner un aperçu des faits et des chiffres importants dont on dispose dans ces mêmes pays, souligner les effets de l'interdépendance migrations – environnement sur le développement humain, et fournir des recommandations à l'intention des décideurs politiques des pays ACP.

1. Concepts, observations et défis liés aux données

Où peut-on situer les migrations dans le contexte de la dégradation environnementale et du changement climatique ?

On entend par changement climatique « des changements de climat qui sont attribués directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui viennent s'ajouter à la variabilité naturelle du climat observée au cours de périodes comparables. »
(CCNUCC art.1, para.2)

Les définitions relatives aux migrations dans le contexte du changement environnemental et climatique ne font pas l'unanimité. Les termes « réfugié climatique » et « réfugié environnemental », largement utilisés par les médias, sont rejetés par de nombreux spécialistes, organisations internationales et gouvernements, car, d'une part, ils sont entachés d'erreur de droit et d'autre part, ils pourraient avoir des répercussions sur le niveau de protection des réfugiés politiques existant (Renaud et al., 2011 ; Zetter, 2009). Le récent rapport Foresight (rapport de prévisibilité, Government Office for Science, 2011) en propose une définition délibérément large (voir encadré) englobant l'ensemble des phénomènes migratoires influencés par le changement environnemental, qu'ils soient volontaires ou forcés, internes ou internationaux, permanents ou temporaires. C'est également la définition que privilégie l'Observatoire ACP.

Quant au nombre prévu de « migrants environnementaux » à l'échelle mondiale, il convient ici de constater que l'absence d'un consensus, même approximatif, en matière d'approche méthodologique fait que les chiffres existants ne sont en fait que des estimations et reposent sur deux sources (Black, 2011 ; Gemenne, 2011). Différentes possibilités existent pour atténuer la dégradation environnementale et le changement climatique, ainsi que des mesures d'adaptation visant à renforcer la capacité de résistance des États, des ménages et des individus. Ces mesures pourraient avoir un impact sur le besoin de se déplacer ou modifier les facteurs incitant à se déplacer (Zetter, 2009). Par ailleurs, ces mêmes mesures d'atténuation et d'adaptation peuvent aussi contribuer à déplacer un nombre important de personnes par le biais de la réinstallation (De Sherbinin et al., 2011).

Dans certaines régions d'Afrique, on a observé une hausse des précipitations, la modification des saisons des pluies, un raccourcissement des saisons de croissance et des inondations plus intenses, alors que dans d'autres, on déplore une pluviosité trop faible à l'origine de sécheresses et de la désertification
(CNUCED, 2010)

Qu'est-ce que le changement climatique ? Et quel est le rapport avec l'environnement ?

On estime que les changements de climat que mentionne la [Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques \(CCNUCC\)](#) dans sa définition du changement climatique (voir encadré) exacerbent la dégradation environnementale. On peut ranger ces changements et impacts en deux catégories. La première catégorie est composée des « **processus climatiques** » ou modifications lentes, comme la désertification, l'élévation du niveau de la mer, les modifications du régime des précipitations (hausse ou baisse globales, ainsi que les modifications de la saisonnalité) ou la dégradation des sols par la baisse des ressources en eau et l'accroissement de l'érosion des sols causé par le vent et l'eau (Bilsborrow, 2009). Les « **événements climatiques** » ou catastrophes soudaines, comme le renforcement de la fréquence des sécheresses et des inondations, appartiennent à la seconde catégorie (Brown, 2008 ; McLeman, 2011).

Étant donné que de nombreux impacts concernent des régions situées dans des zones tropicales, côtières ou semi-arides sujettes à la sécheresse, de nombreux pays ACP font déjà l'expérience d'impacts divers et sévères du changement

climatique sur leur environnement et l'on prévoit que ceux-ci augmenteront dans les années à venir. On ne peut évaluer ces changements que par rapport à des conditions climatiques moyennes qui sont mesurées en observant toute une série de variables de remplacement sur une période donnée (Zetter, 2009). C'est pourquoi il est difficile d'extrapoler des prévisions relatives aux changements futurs ; celles-ci reposent principalement sur l'élaboration de différents scénarios, par ex., en fonction du développement démographique et économique futur ou des efforts fournis pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (Brown, 2008).

Défis liés à la collecte de données

On prévoit qu'une grande partie des migrations déclenchées par des processus lents et influencées par le changement climatique se dérouleront à l'intérieur même des frontières des États. La plupart des pays ACP documentent les mouvements transfrontières et disposent de recensements établissant les mouvements migratoires internes. La grande majorité de ces statistiques migratoires font apparaître différents facteurs de déclenchement de la migration et l'influence du changement climatique sur ces facteurs.

La migration influencée par le changement climatique est une **problématique transversale** qui affecte différents niveaux de la gouvernance internationale. C'est la raison pour laquelle il n'y a pas une seule autorité en charge des migrations et du changement climatique (McAdam, 2011), ce qui complique la coordination de la collecte des données dans les différents pays et met en péril la valeur comparative des données.

2. Faits et chiffres: situation actuelle et tendances passées dans les pays ACP

Comment environnement, changement climatique et migration sont-ils liés dans les régions ACP ?

Cette section donne un aperçu des données et tendances clés relatives aux effets du changement environnemental et climatique sur les migrations et de l'impact des mouvements migratoires sur l'environnement, tout en envisageant les évolutions possibles. Le lien entre migrations et changement environnemental est complexe, c'est pourquoi nous en présenterons différents exemples dans les régions ACP, les États insulaires et les pays sans littoral pour démontrer certaines des relations de cause à effet entre ces deux phénomènes. Il est pour le moins ironique de constater que le groupe des États ACP (dont

la moitié - 40 pays) se trouve parmi les pays les moins avancés (PMA) est le groupe de pays qui contribue le moins au changement climatique. Ceux-ci se retrouvent néanmoins aujourd'hui **parmi les pays les plus vulnérables et les plus touchés** en raison des fortes pressions environnementales et démographiques et de leur faible puissance économique (UN-OHRLLS, 2009). Sans la mise en œuvre de stratégies d'atténuation et d'adaptation adéquates soutenues par la communauté internationale, y compris d'une politique de mobilité bien planifiée, ces pays seront de plus en plus confrontés à la dégradation environnementale liée aux migrations et de plus en plus de personnes se résoudront à migrer sans y être adéquatement préparés. De tout temps, la migration a été une stratégie d'adaptation au changement climatique dans la plupart des pays ACP ; elle pourrait à présent être la solution face au changement climatique.

« On estime que la dégradation des sols touche déjà près des deux tiers des terres africaines et qu'elle affecte au moins 485 millions de personnes ou soixante cinq pour cent de la totalité de la population africaine. » (CEA, 2008:6)

La majorité de la population rurale des pays ACP dépend de l'agriculture, du pastoralisme ou de la pêche. La déforestation et la surexploitation des terres provoquent la **dégradation et l'érosion des sols**, deux des problèmes les plus urgents pour ces populations. On considère souvent, à tort, que les catastrophes environnementales soudaines entraînent le plus de migrations, alors que les migrations induites par le changement climatique dans les pays ACP sont généralement provoquées par des processus lents (Naik, 2009).

La compétition autour des ressources naturelles (l'eau, la terre) peut être à l'origine de la mobilité pastorale influencée par le changement environnemental et cette lutte, telle que la modification de l'occupation des sols, peut engendrer des conflits (Ramphal Centre, 2011). Les groupes de population au sein des pays ACP ne sont pas tous susceptibles d'être également touchés par le changement climatique. **Les plus pauvres**, ceux qui n'ont pas les moyens de migrer, **souffriront d'être coincés** dans les zones qui sont les plus vulnérables aux événements soudains provoqués par le changement climatique, comme les deltas de fleuves de faible altitude ou les régions côtières. Ils ont moins de stratégies d'adaptation à leur disposition, comme la migration planifiée dans le cas de changements lents. Les populations un peu moins pauvres seront également touchées, car elles migrent en nombre assez important vers ces

régions de delta plus vulnérables, surtout vers les villes côtières importantes souvent peu adaptées pour affronter le changement climatique (Black et al., 2011).

Quelques mythes :

La plupart des migrants dont la décision de migrer a été influencée par le changement climatique

- fuient une catastrophe environnementale ;
- franchissent des frontières et des continents et quittent des pays en développement vers des pays développés.

Quelques faits :

La plupart des migrants se déplacent :

- suite à des changements environnementaux lents;
- suite à un changement environnemental à l'intérieur même du pays ou vers une autre région du Sud ;

- Vers des zones vulnérables au niveau de l'environnement.

...Certains ne se déplacent pas à cause du manque de ressources

Les **migrations saisonnières** et **circulaires** ont toujours été une **stratégie d'adaptation** pour affronter le changement naturel et annuel des saisons. Ce fut tout particulièrement le cas dans les zones rurales aux premiers stades de la dégradation environnementale, en réaction aux changements lents (Kniveton et al., 2009).


Actuellement, près de la moitié des migrants à l'échelle mondiale sont des femmes (ONU DEAS, 2009). Cependant, dans le cas de la migration influencée par le changement climatique, **on ne dispose que de très peu de faits permettant d'évaluer le genre** : différentes études dans différentes régions portant sur les migrants font état d'une majorité d'hommes ou d'une majorité de femmes (Naik, 2009). En revanche, en cas de migration planifiée, c'est habituellement un homme qui est choisi pour migrer et améliorer ainsi les revenus de la famille, ce qui a pour conséquence d'accroître la vulnérabilité des femmes qui demeurent dans un environnement dégradé. Lors du tsunami de 2004 en Asie, on a déploré parmi les victimes un nombre plus important de femmes en Indonésie, en Inde et au Sri Lanka, car elles étaient moins bien informées et sont restées sur place pour veiller sur leur famille (Oxfam International, 2005).


Afrique occidentale





Les changements environnementaux peuvent modifier les structures migratoires déjà en place : au **Mali**, la migration interne de la main-d'œuvre a en partie remplacé les mouvements internationaux lors de la

sécheresse entre 1982 et 1989 et, au **Burkina Faso**, la sécheresse a entraîné une hausse du prix des denrées alimentaires, achevant d'appauvrir les habitants qui n'ont dès lors plus eu les moyens de migrer (Kniveton, 2009 ; Naik, 2009).

 La subsistance des agriculteurs ou des éleveurs de troupeaux dépend fortement de l'écosystème, ce qui les rend particulièrement vulnérables à la dégradation environnementale et donc au changement climatique. La **migration intra-régionale saisonnière et circulaire** y est depuis longtemps une stratégie d'adaptation aux changements environnementaux récurrents, qu'ils soient soudains ou lents (Naik, 2009).


 Le **Sénégal** est très vulnérable aux processus de dégradation graduelle, comme les sécheresses, la désertification, la dégradation des sols, l'érosion et la déforestation (Jäger et al., 2009). La pluviosité y est en baisse constante depuis la fin des années 1960. Les ménages ruraux appliquent la migration saisonnière régionale des zones urbaines vers les villes comme stratégie de diversification des revenus, c.-à-d. qu'un membre de la famille migre vers la ville à la fin de la saison de végétation (Kniveton et al., 2009).

 **Le Niger qui est un pays du Sahel sans accès à la mer et dont les trois quarts de la superficie sont recouverts par le désert**, est confronté à divers problèmes environnementaux qui en s'accumulant, sont étroitement liés et sont exacerbés par le changement climatique. Les phénomènes météorologiques extrêmes, comme des inondations, des sécheresses, des températures extrêmes et des vents de tempête, deviennent de plus en plus fréquents. Ces changements entraînent le manque d'eau, la dégradation des sols et l'érosion des terres par le vent et l'eau. L'impact négatif sur l'agriculture et l'élevage de troupeaux, les principales sources de revenu du pays, est immense (République du Niger et al., 2006). La stratégie d'adaptation naturelle adoptée par les pasteurs consistant à se déplacer avec les troupeaux en suivant la pluie, devient moins efficace. Les conflits s'intensifient entre pasteurs et agriculteurs sédentaires autour des ressources du sol et en eau. Les pasteurs se remettent au pâturage excessif ou cherchent de nouvelles activités susceptibles de leur apporter un revenu, comme la vente de bois de chauffage, ce qui entraîne la déforestation et achève de détériorer l'environnement (Warner et al., 2009a).

 Dans la région fortement peuplée d'Agulu-Nanka, dans le Sud-est du **Nigeria**, l'érosion des ravins touche environ 2,5 millions de personnes. La menace s'est déclarée au 19^e siècle et a été aggravée par le défrichage

de la végétation originale, le développement des infrastructures et les modifications de plus en plus marquées au niveau des tendances climatiques. Ces modifications ont provoqué des inondations et une brusque érosion avec effets dévastateurs sur la population locale. Des vies humaines, le bétail, les maisons et les terres ont été perdus et les populations ont été déplacées de manière permanente (Leighton et al., 2011).


Afrique centrale


 En Afrique centrale, la déforestation qui est en partie le résultat des mouvements de migration forcée, a engendré la perte irréversible de la biodiversité (Bilsborrow, 2009).



Cette famille somalienne fuit la sécheresse la plus extrême en Afrique orientale depuis 60 ans et se dirige vers le Kenya qui abrite le camp de réfugiés le plus important au monde, à Dadaab.
© OIM, 2011 (Photo : Ikovac)

Afrique orientale

 Dans la Corne de l'Afrique, la baisse des précipitations au cours des deux dernières décennies combinée au conflit armé a entraîné le manque de denrées alimentaires, car les routes traditionnelles suivies par les pasteurs ont été coupées par les combats qui s'y déroulaient. Cette situation a entraîné des conflits armés transfrontaliers au Soudan, en Éthiopie et en Ouganda portant sur les ressources essentielles de plus en plus rares, comme les pâturages et l'eau (OIM, 2009a).

 Au **Kenya**, dans la région du lac Turkana, les sécheresses récurrentes ont anéanti les moyens de subsistance des populations de pasteurs dans une région déjà semi-aride. À l'initiative de l'OIM, des sources de subsistance alternatives ont été trouvées en coopération avec le Ministère du développement de la pêche kenyan : on a fourni aux pasteurs les moyens de pratiquer la pêche dans les eaux profondes du lac, de cultiver des végétaux résistant à la sécheresse, de construire des puits peu profonds et d'élaborer des plans pour assurer une utilisation rationnelle et une meilleure récupération de l'eau (OIM, 2010a).



On a constaté récemment qu'une meilleure qualité des sols réduisait les flux migratoires temporaires de main-d'œuvre au Kenya, mais qu'en revanche, elle provoquait une légère hausse des migrations en **Ouganda**. Ceci contredit l'opinion largement répandue selon laquelle la dégradation des sols provoque automatiquement la migration de la population rurale, ce qui confirme toute la complexité de l'interdépendance changement climatique / migrations (Cray, 2011).




Les pays situés dans la **Grande Corne d'Afrique** continuent de se débattre avec les répercussions des importants mouvements de population liés à la sécheresse des années 1980 et 1990. En **Éthiopie**, ces mouvements ont été organisés par le gouvernement dont l'objectif était de relocaliser les populations touchées dans les régions montagneuses, ce qui a entraîné l'un des déplacements massifs de population les plus importants au monde. La région est touchée par une nouvelle sécheresse, **la plus forte depuis 60 ans**. Dans les années 1990, le prix des denrées alimentaires a triplé et la famine, exacerbée par le conflit en **Somalie**, a provoqué des flux migratoires intra-régionaux massifs, surtout de la Somalie vers le Kenya. C'est la raison pour laquelle on a créé (à Dadaab) le camp le plus important au monde, qui accueille plus de 447 000 réfugiés (OIM 2011c). En 2009, la sécheresse a été suivie par un déplacement des personnes et du bétail en **Tanzanie** du Nord. Les mouvements migratoires sont principalement internes et des zones rurales vers les zones urbaines, perpétuant ainsi les problèmes existants dans les bidonvilles urbains. En 1994, lors de la guerre civile au Rwanda, plus de 400 000 personnes ont fui vers la Tanzanie, venant ainsi gonfler la population du village frontalier de Kasulo qui est devenu la deuxième zone la plus peuplée de Tanzanie après n'avoir été qu'un village de quelque 1000 habitants. Pour survivre, on a abattu des arbres, ce qui a entraîné la déforestation et l'érosion des sols (Mission permanente de la Grèce à Genève et OIM, 2009). Des sécheresses graves ont touché la plupart des régions du pays et entraîné une hausse de la migration transfrontalière, vers le Mozambique et, surtout, vers le Kenya.





En plus d'être exposée aux inondations saisonnières, à l'érosion des côtes et à de fortes précipitations, l'île de **Madagascar** est aussi le pays africain le plus vulnérable aux cyclones tropicaux dont la fréquence a augmenté au cours des dernières années. L'île a été frappée par six cyclones en 2006 et 2007 et par trois, en 2008. Ils ne sont pas seulement à l'origine des dommages liés aux tempêtes, mais ont également provoqué l'érosion des sols, ce qui a entraîné la destruction des infrastructures et des moyens de subsistance. La

migration y est devenue une stratégie de survie. Les communautés locales, pourtant fortement attachées à leurs terres, ont demandé une aide à la réinstallation volontaire dans des zones proches et plus sûres, afin de ne pas s'éloigner de leurs rizières (OIM, 2009a ; c).

Afrique australe

 Le **Mozambique**, avec environ 2 700 kilomètres de littoral, de nombreux fleuves internationaux qui y terminent leur course et des parties du territoire au dessous du niveau de la mer, est **extrêmement vulnérable** aux effets négatifs de la dégradation environnementale et du changement climatique (Jäger et al., 2009; MICOA, 2007). Après l'indépendance en 1975 et au cours de la guerre civile qui a suivi, la réinstallation forcée des populations faisait partie de la politique gouvernementale, tant du *Frelimo* que du *Renamo*. Au cours de la dernière décennie, le pays a souffert de sécheresses et a été touché plusieurs fois par des inondations et des cyclones tropicaux (en 2000, 2001, 2007 et 2008) qui ont dévasté plusieurs deltas de faible altitude (OIM, 2009a). Les agriculteurs et les pêcheurs de subsistance vivant le long du fleuve Zambèze ont été les plus touchés, ce qui a entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes. La majorité des habitants réinstallés dans les zones plus élevées dépendent encore de l'aide internationale, car leurs cultures ont été détruites deux années de suite (Warner et al., 2009b). Cette réinstallation a renforcé les pressions exercées sur l'environnement et d'autres prévisions parlent d'un prolongement de la tendance des niveaux imprévisibles et de plus en plus marqués des précipitations, d'événements et des conditions météorologiques extrêmes (Warner et al., 2009a).

 Il semble que la moyenne des précipitations annuelles ait baissé en **Angola**, entre 1960 et 2006. Cependant, le régime des précipitations semble aussi devenir de plus en plus intense et imprévisible. Les inondations saisonnières sont un phénomène périodique. En 2009, le pays a été touché par une inondation dont la gravité a dépassé tout ce qu'on avait connu depuis de nombreuses années. La région du sud, affectée par de fortes pluies, a été inondée, faisant plus de 80 000 sans-abri et provoquant une migration interne (Angola Today, 2011 ; British Red Cross, 2009 ; OIM, 2009a).

 Le **Lesotho** est un pays particulièrement vulnérable, caractérisé par le manque d'accès à la mer et par un climat fortement variable. En outre, 85 pour cent de sa population vit dans les zones rurales et survit en pratiquant l'agriculture de subsistance. Des sécheresses sévissent périodiquement,

mais, entre 1979 et 1996, on y a connu les épisodes de sécheresse les plus graves depuis près de 200 ans, ainsi que le record de la période de sécheresse la plus longue entre 1991 et 1995. Parmi les stress environnementaux liés, on compte l'érosion des sols, la dégradation des terres et la désertification qui sont aggravés par le changement climatique (Ministère des ressources naturelles du Lesotho et al., 2007).



Une production végétale en baisse et de mauvaises récoltes peuvent entraîner l'insécurité alimentaire. Dans les basses-terres septentrionales, la stratégie d'adaptation des pasteurs a consisté à migrer vers les villes les plus proches pour y travailler pendant les années de faible productivité agricole, ce qui a entraîné la migration massive de jeunes adultes des zones rurales vers les zones urbaines. Les effets du changement climatique sont susceptibles d'exacerber cette tendance (Ministère des ressources naturelles du Lesotho et al., 2007).

Caraïbes





Dans les Caraïbes, la moitié de la population vit à 1,5 kilomètre des côtes où sont situées d'importantes infrastructures et activités économiques (Gallina, 2010). La grande majorité des villes des Caraïbes étant situées le long des côtes, le risque est d'autant plus grand qu'elles soient les victimes de cyclones, d'ouragans et d'inondations qui surviennent bien plus souvent et de manière plus intense en raison du changement climatique. On prévoit que les phénomènes météorologiques, notamment les sécheresses et les vagues de chaleur, s'y produiront plus souvent (OIM, 2009a).




En outre, la déforestation aggrave la vulnérabilité des populations lors d'ouragans et de sécheresses, car la probabilité de glissements de terrain y est alors plus réelle (Jäger et al., 2009). En juin 2011, les premières fortes précipitations de la saison des ouragans de l'Atlantique ont provoqué une **inondation et des glissements de terrain en Haïti**. Les personnes déplacées dans des camps de réfugiés y emménagent souvent de manière temporaire pendant la saison des ouragans, pour une période plus ou moins longue. La productivité agricole étant la source principale de subsistance, les glissements de terrain constituent une menace majeure pour le bien-être des communautés (Martin, 2009).

Pacifique

 Les petits États insulaires du Pacifique qui se situent à un niveau faible au dessus de la mer, sont déjà touchés par l'élévation du niveau de la mer induite par le changement climatique et par un nombre de plus en plus important de cyclones, d'inondations, de tempêtes et de glissements de terrain. Des déplacements ont déjà eu lieu dans l'archipel des **Kiribati**, en **Papouasie-Nouvelle-Guinée** et à **Vanuatu** (Gallina, 2010). Ces îles seront les victimes de l'érosion accélérée du littoral où réside la plus grande partie de la population. Une élévation additionnelle du niveau de la mer menacerait les sources d'alimentation en eau douce par infiltration d'eau salée et renforcerait la vulnérabilité aux maladies hydriques et la détérioration de l'eau potable (Leighton et al., 2011).

 Le **Timor-Leste** fait chaque année l'expérience d'un nombre important de phénomènes météorologiques extrêmes. On prévoit que le changement climatique sera à l'origine de précipitations plus abondantes et fluctuantes, d'un accroissement de la température et que le pays deviendra plus sec, ce qui aura un impact sur la principale source de revenus, l'agriculture de subsistance, dans les régions rurales. La déforestation entraînant l'érosion et la rapide croissance de la population sont également des problèmes majeurs dont les effets cumulatifs augmentent le risque de déplacements induits par les facteurs environnementaux (OIM, 2009a ; PNUD, 2008).

 La **Papouasie-Nouvelle-Guinée** est le plus grand pays de la région et aussi le plus densément peuplé ; sa population est en constante augmentation et est essentiellement rurale, ce qui rend ce pays particulièrement sensible au changement environnemental : il est probable qu'on y choisira l'urbanisation comme stratégie d'adaptation au changement climatique, ce qui aura comme effet de renforcer la vulnérabilité des personnes, car la plupart des villes sont situées sur la côte et sont déjà confrontées à des inondations. Les déplacements internes forcés ont déjà commencé : en décembre 2009, des inondations ont provoqué des marées anormalement hautes sur la côte Nord, provoquant le déplacement de 75 000 personnes. Le risque existe des crues éclairées sur les hauts plateaux et d'inondations côtières le long du littoral septentrional (ADP, 2009). En raison de la pénétration d'eau salée, les stocks de provisions alimentaires d'urgence ont fortement diminué dans les îles Carteret de faible altitude, ce qui a provoqué la réinstallation des populations à Bougainville, une île à plus haute altitude (UNHCR, 2010).



Dans le petit État insulaire en développement (PEID) des **îles Salomon**, le changement climatique représente le problème de développement et environnemental le plus important. La majorité de la population est située dans les zones côtières de faible altitude qui sont menacées par l'élévation du niveau de la mer. Plus de 80 pour cent des habitants des îles Salomon vivent dans les zones rurales qui dépendent essentiellement de l'agriculture et des pêcheries de subsistance. Les changements de température, la pénétration de l'eau salée et les inondations, ainsi que l'intensité et la plus grande fréquence des cyclones tropicaux ont un impact négatif sur l'agriculture. L'érosion des côtes réduit encore la superficie des terres arables. De nombreuses communautés côtières se sont déjà déplacées plusieurs fois vers des zones plus élevées au cours des 15 dernières années, en raison des inondations et des tempêtes. Plus récemment, un nombre important de personnes s'est installé à Honiara (Ministère de l'environnement, de la conservation et de la météorologie, Honiara / FEM / PNUD, 2008).

3. L'impact de la migration, de l'environnement et du changement climatique sur le développement humain

Mis à part les impacts directs du changement environnemental sur le développement humain, les migrations influencées par le changement environnemental ont des conséquences bien précises sur le développement humain, dans les régions d'origine comme dans les régions de destination (Boko et al. 2007 ; Black et al. 2008 ; Mimura et al., 2007). Dans cette section, on procèdera à l'examen détaillé de ces deux types d'impact.

Impact dans les régions d'origine de la migration influencée par le changement environnemental

Comme l'a expliqué Bilsborrow (2009), l'exode des jeunes adultes kenyans a eu un impact négatif sur le secteur agricole à forte intensité de main-d'œuvre. La perte de capital humain causée par la dégradation environnementale a diminué la performance et la production agricole et ceux qui sont restés au pays connaissent des niveaux de productivité économique et des revenus en baisse. Hormis les impacts négatifs possibles sur le développement humain pour ceux qui restent au pays, la **diversification des revenus des ménages** qu'apporte l'exode peut influencer de manière positive la capacité adaptative des ménages, améliorer leur résilience et les occasions de développement, par exemple par le biais du **transfert des connaissances, des compétences, de la**

technologie ou de fonds, comme c'est le cas en Guinée (Barnett and Webber, 2009 ; Tacoli, 2011). Dans de tels cas, la migration peut servir de **stratégie de développement**. Toutefois, l'envoi de fonds peut également amener une polarisation accrue des ménages (ménages qui reçoivent des fonds et ceux qui n'en reçoivent pas), ce qui peut avoir un impact ambivalent sur le développement (Tacoli, 2011).

Impact sur les régions de destination de la migration influencée par le changement environnemental

L'impact sur les régions de destination de la migration influencée par le changement environnemental dépend d'un ensemble de facteurs. L'une des craintes les plus répandues concerne l'afflux massif de personnes vers une région donnée. Ces mouvements de population peuvent accentuer la pression sur l'environnement et les faibles ressources disponibles, comme l'eau douce ou les terres arables, et mener à une dégradation environnementale. Il s'agit d'une menace bien réelle ; il arrive en effet que les camps mis à la disposition des personnes déplacées suite à une catastrophe soudaine soient mal gérés (par ex., mauvaise gestion des déchets, abattage d'arbres ou exploitation minière échappant à tout contrôle) ou que l'exploitation intensifiée des terres soit à l'origine de la dégradation des sols et des mauvaises récoltes (Mission permanente de la Grèce à Genève et OMI, 2009 ; Boko et al. 2007). De tels impacts négatifs pourraient également se produire dans le cas d'un afflux de migrants dans des zones urbaines qui manquent d'infrastructures pour les accueillir avec, comme conséquences possibles, des conditions de vie insalubres, des risques pour la santé et de la pollution, ainsi que la vulnérabilité accrue aux impacts du changement climatique des personnes vivant dans les bidonvilles (Mission permanente de la Grèce à Genève et OMI, 2009). De tels impacts ne sont cependant pas inévitables. La recherche a montré qu'une **bonne gestion des camps** abritant des personnes déplacées ou réinstallées et **l'implication de la communauté de migrants** et de la **communauté locale** dans les diverses activités pouvaient générer des occasions de développement positives pour la région de destination. Pour améliorer les droits des personnes déplacées suite à des catastrophes naturelles, le Comité permanent inter-organisations a développé les [Directives opérationnelles de l'IASC sur la protection des personnes affectées par des catastrophes naturelles](#), un outil destiné aux gouvernements et organisations humanitaires internationales non gouvernementales, en appui à la préparation aux catastrophes et aux activités d'intervention et de relèvement (IASC, 2009).

4. Bonnes pratiques, conclusions et recommandations

Les politiques actuelles en matière de migration visent le plus souvent et ce de manière exclusive à réduire les migrations, au lieu d'être des politiques interdisciplinaires et transversales visant à en augmenter les bénéfices et à en réduire les coûts (Barnett and Webber, 2009 ; FMMD, 2010). Jusqu'ici, très peu de pays ont élaboré des mesures politiques spécifiques pour répondre aux mouvements de personnes influencés par le changement environnemental et aucun ne dispose d'une politique de réinstallation proactive pour les personnes touchées par une catastrophe naturelle (Laczko et Aghazarm, 2009).

4.1 Bonnes pratiques

La mobilité comme stratégie d'adaptation

Au **Kenya**, divers projets de l'OIM sont actuellement mis en œuvre : *Atténuation des conflits autour des ressources au sein des communautés pastorales locales, y compris au sein des communautés accueillant des réfugiés dans le nord du Kenya par le renforcement des capacités des jeunes pour s'adapter au changement climatique* et *Soutien d'urgence à l'élevage dans les communautés accueillant des réfugiés et touchées par des conditions climatiques extrêmes et prolongées dans le Nord-Ouest du Kenya*. Ces projets visent à réduire l'impact des conflits transfrontaliers causés par la sécheresse au sein des communautés pastorales, en encourageant la mobilité interne et transfrontalière des pasteurs comme stratégie d'adaptation au changement climatique et en incitant les gouvernements à élaborer un cadre normatif régional pour les migrations et la mobilité.

Le concept de la migration comme stratégie d'adaptation proactive doit être intégré de manière plus systématique aux Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA) pour les PMA (FMMD, 2010)

Dans les **îles Salomon**, le projet en cours (du [PNUD, du Ministère de l'environnement, du changement climatique, de la météorologie et de la gestion des catastrophes \(MECMD\)](#) par le biais de sa division relative au changement climatique, et du [Ministère de l'Agriculture et de l'élevage \(MAL\)](#)) sur le *renforcement de la résilience des communautés des îles Salomon face aux effets négatifs du changement climatique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire*, est composé d'initiatives d'adaptation communautaires, du renforcement des

institutions pour encourager le développement des cadres stratégiques dans le secteur de l'agriculture permettant de résister aux phénomènes climatiques et axé sur le partage des connaissances en matière d'adaptation au changement climatique.

Réduction des risques liés aux catastrophes : « Le cadre conceptuel des éléments susceptibles d'aider une société à réduire au minimum ses vulnérabilités aux catastrophes ainsi que les risques de catastrophe auxquels elle doit faire face, cela pour éviter (prévention) ou limiter (atténuation et préparation) l'impact négatif des aléas et pour faciliter le développement durable. »
(ONU/SIPC, 2004:17)

Le Cadre d'action de Hyogo (CAH) est l'instrument international juridiquement non contraignant le plus connu relatif à la prévention des catastrophes ; il englobe cinq domaines d'action prioritaires pour la période allant de 2005 à 2015.
(OIM, 2010b)

... la réduction des risques de catastrophe

Dans les **États fédérés de Micronésie** et dans la **République des Îles Marshall**, un Programme d'atténuation, de secours et de reconstruction mis en œuvre par l'OIM vise à assurer une aide humanitaire pour la reconstruction et le redressement après des catastrophes. La capacité d'intervention d'urgence sera améliorée en collaboration avec les gouvernements et les communautés concernés (OIM, 2009d).

Au **Timor oriental**, le projet de « Soutien à la réduction des risques de catastrophe au Timor oriental, Phase II » de l'OIM vise à renforcer les institutions gouvernementales au niveau de leur préparation et de leurs réactions aux catastrophes naturelles et à soutenir la gestion communautaire des risques liés aux catastrophes.

Recherche et renforcement des capacités


Le Projet « Migration environnementale mondiale » du programme Foresight britannique a examiné quels seront les modèles et les impacts mondiaux de la migration sur le développement au cours des 50 prochaines années résultant du changement environnemental, essentiellement dans les régions les plus touchées par le changement climatique et la migration. Le rapport définitif vient d'être publié (Government Office for Science, 2011).

Le Projet « Changement environnemental et scénarios de migration forcée » (EACH-FOR) a été financé par la Commission européenne et mis en œuvre par des scientifiques de l'environnement

et des experts en migrations. Ils ont exploré le lien entre changement climatique et migration au moyen de 23 études de cas à petite échelle, partout dans le monde. Une recherche spécialisée à grande échelle devrait constituer l'étape suivante, par exemple par le biais d'enquêtes spécialisées auprès des ménages, pour arriver à des études qui soient plus représentatives au niveau national. Dans cet esprit, l'Observatoire ACP sur les migrations projette de mener des études approfondies dans plusieurs pays pilotes pour favoriser l'adaptation et l'élaboration des politiques. Deux études pilotes sont planifiées pour 2011, notamment en RDC et dans la région du Pacifique, pour y étudier les liens entre environnement, migration et développement humain. D'autres pays feront peut-être l'objet d'une étude en 2012. En raison de la relative faiblesse des structures de gouvernance, il conviendra également de renforcer les capacités des dirigeants nationaux (Laczko et Aghazarm, 2009), une activité de l'Observatoire ACP prévue pour l'année 2013.


4.2 Recommandations


Assurer une base de connaissances factuelles et de compétences plus solides

 **La recherche axée sur les politiques en matière des migrations influencées par le changement environnemental** devrait se concentrer davantage sur les migrations internes Sud-Sud, en accordant une place plus importante aux changements environnementaux lents, et examiner la manière dont on peut faire de la migration une stratégie d'adaptation au changement climatique. Les chercheurs, s'ils désirent améliorer la collecte des données et les méthodologies de recherche, devront davantage travailler de manière interdisciplinaire.


Les Principes directeurs relatifs au déplacement des personnes à l'intérieur de leur propre pays fournit un cadre de protection

Les organisations régionales peuvent jouer un rôle clé quand il s'agit d'encourager la coopération multi-parties prenantes entre les différents pays pour garantir une plus grande cohérence des politiques, par ex., en aidant les gouvernements à élaborer la législation nationale, les accords régionaux en matière de migration de main-d'œuvre, la coopération régionale en matière de RRC et de ACC et les systèmes régionaux de réaction aux catastrophes (Barnett et Webber, 2009)

 On pourrait procéder à la création d'une « **Commission indépendante sur les données de la migration et de l'environnement** » (CMED), composée d'organisations internationales, comme l'OIM, et d'agences de l'ONU, dans l'objectif de développer une « **Base de données mondiale sur les migrations influencées par le changement environnemental** ». Cet outil engloberait des indications pratiques sur la manière d'harmoniser les définitions, de faire une meilleure utilisation des sources de données existantes, de partager ces données de manière systématique, d'élaborer des indicateurs de l'influence du changement environnemental sur les migrations qui soient internationalement comparables, d'élaborer une description des législations, stratégies et programmes existants relatifs à ce type de migration aux niveaux national, régional et mondial et, enfin, de suggérer des solutions politiques (Laczko et Aghazarm, 2009).

 Il convient de renforcer les **capacités** des fonctionnaires, des communautés et des autres acteurs concernés pour éviter le déplacement forcé.

Intégrer le concept de la migration comme stratégie d'adaptation dans les cadres (politiques) existants

 Les **stratégies d'adaptation** au changement climatique (ACC) permettent aux populations de demeurer dans leur lieu d'implantation d'origine par l'atténuation de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Parmi les stratégies d'ACC, on compte l'adaptation des pratiques agricoles (par ex., variétés de semences résistant à la sécheresse), la construction d'infrastructures (par ex., barrières côtières et digues), la migration volontaire de main-d'œuvre et la planification de la réinstallation s'il n'est pas possible de demeurer dans le lieu d'origine (Martin, 2010). La main-d'œuvre volontaire temporaire ou circulaire peut permettre de diversifier les revenus d'une famille et d'améliorer les conditions de subsistance de la région grâce aux transferts financiers et sociaux. Pour empêcher le détournement des fonds,

La réinstallation doit être une stratégie à adopter en dernier recours ; elle sera appliquée en prévoyant un temps de préparation suffisant, conformément à l'approche proactive de la Réinstallation avec Développement (RaD)
(Barnett et Webber, 2009)

on pourrait faire transiter ces fonds par un fonds commun permettant au gouvernement de subsidier et d'orienter des projets de développement durable pour les migrants et leurs communautés respectives, tout en garantissant un processus de développement participatif, tant à l'échelon microéconomique qu'à l'échelon macroéconomique. Cela pourrait encourager la préservation de l'environnement et favoriser le retour des migrants. Dans pareil cas, la migration est une stratégie d'adaptation au climat et de développement particulièrement utile (Leighton et al., 2011). C'est pourquoi les mesures politiques doivent **faciliter les mouvements volontaires** hors des régions vulnérables, tout en assurant des **plans de micro-financement et la formation** par la simplification des transferts de fonds, des connaissances et des compétences vers les communautés vulnérables et de l'accès aux marchés du travail, par le développement de plans internationaux à destination des communautés vulnérables sur le plan de l'environnement relatifs à la migration temporaire et circulaire et ce, si possible, à une phase de dégradation environnementale moins avancée (FMMD, 2010 ; Barnett and Webber, 2009) et, enfin, 3) par la réduction des obstacles à la migration de retour.

Des stratégies d'ACC et de RRC ont été intégrées dans des projets de développement (à Maurice, au Sénégal, au Mali, au Zimbabwe, au Timor-Leste, en Haïti et au Mozambique) pour sensibiliser les décideurs nationaux et les responsables de l'élaboration des politiques à la nécessité d'intégrer la migration dans la stratégie nationale d'adaptation et d'investir dans des stratégies d'ACC et de RRC
(OIM, 2009a)





Une stratégie d'adaptation, surtout en cas d'événements soudains, consiste à renforcer les systèmes d'intervention d'urgence en cas de catastrophes bilatéraux, régionaux et internationaux. Les **stratégies de réduction des risques de catastrophe (RRC)** identifient trois domaines d'action : la compilation des données sur l'évaluation des risques, la mise en place de systèmes d'alarme précoce et l'intégration d'éléments de réduction des risques dans les plans de développements nationaux (FMMD, 2010).



La Banque pour le développement des Caraïbes prévoit de mettre en place un mécanisme d'assurance en cas de catastrophe sous forme de

fonds d'affectation spéciale à donateurs multiples, afin de protéger des catastrophes naturelles les institutions de micro-financement et les moyens de subsistance des emprunteurs de microcrédit.

 Les **réseaux sociaux** existants jouent également un rôle significatif pour l'accès aux marchés du travail des migrants temporaires ou saisonniers dans les régions de destination (Tacoli, 2011).

 Dans les pays ACP, la tendance à **l'urbanisation** signifie qu'un nombre de plus en plus important de migrants s'installent dans des villes de plus en plus grandes. Ces villes sont le plus souvent situées le long des côtes ou dans des régions de basses terres, donc exposées à un risque plus élevé d'événements en rapport avec le changement climatique. La mise en œuvre des **codes plus stricts en matière de zonage et de construction des bâtiments** pourrait faire en sorte que les migrants, dont la grande majorité est pauvre, ne s'installent pas dans les zones les plus périlleuses. Ces alternatives à faible coût ne permettent pas de traiter les causes profondes, mais pourraient contribuer à empêcher la réinstallation à une étape ultérieure (FMMD, 2010).



Droits au logement, à la terre et à la propriété

(HLP) : la Convention-cadre sur les changements climatiques de l'ONU (CCNUCC) de 1992 ne mentionne pas les droits de la personne dans le cadre des déplacements de population et la Convention sur les réfugiés de 1951 n'intègre pas les droits des « migrants environnementaux ». Bien que l'atténuation figure en bonne place dans les programmes internationaux et nationaux, les stratégies d'adaptation y restent encore peu représentées. Cette situation contraste avec le fait que le changement climatique est déjà à l'origine de la migration ou qu'il en est un des facteurs aggravants ; il est d'ailleurs fort probable qu'il influencera de plus en plus le comportement migratoire dans les années à venir. Pour éviter les conflits et créer des solutions durables, il est donc indispensable de prendre en compte la question des droits de la personne, tels les droits HLP (Solutions aux déplacements, 2009).

Les mouvements vers des zones à risque environnemental dans les villes et les côtes qui souffrent des inondations dans les pays ACP ont besoin de planification urbaine, en incluant l'accès à l'eau, aux équipements sanitaires et à l'alimentation dans les villes du Sud.

(Government Office for Science, 2011)

Puisque l'on prévoit que la plus grande partie des migrations induites par le climat se dérouleront à l'intérieur des frontières nationales, il convient d'intégrer les droits en HLP dans les processus nationaux de planification, en les incorporant par exemple dans des documents clés comme les [Programmes d'action nationaux d'adaptation \(PANA\)](#) (Solutions aux déplacements, 2009 ; USAID, 2010).

Citons un exemple d'implication communautaire en Papouasie – Nouvelle-Guinée : le « Programme de réinstallation intégrée des îles Carteret » par l'initiative communautaire Tulele Peisa a été élaboré pour trouver des solutions en HLP pendant l'actuel processus de réinstallation des habitants des îles Carteret sur l'île de Bougainville (Solutions aux déplacements, 2009).

5. Références

Références

Angola Today

2011 *Environment*. <http://www.angola-today.com/environment/>.

Asian Development Bank (ADB)

2009 *Climate change and migration in Asia and the Pacific, Draft*. http://www.preventionweb.net/files/11673_ClimateChangeMigration.pdf.

Barnett, J. et M. Webber

2009 *Accommodating Migration to Promote Adaptation to Climate Change*, <http://www.ccdcommission.org/Filer/documents/Accommodating%20Migration.pdf>.

Bilsborrow, R. E.

2009 Collecting data on the migration–environment nexus. In: IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*. Geneva, pp. 113-196, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.

Black, R. et al.

- 2008 *Demographics and Climate Change: Future Trends And their Policy Implications for Migration*. Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, Working Paper T-27, http://www.migrationdrc.org/publications/working_papers/WP-T27.pdf.
- 2011 Climate change: Migration as adaptation. *Nature*, volume 478, 27 October 2011, pages 447-449.

British Red Cross

- 2009 *Delegates deployed to floods in Angola*, <http://www.redcross.org.uk/About-us/News/2009/May/Delegates-deployed-to-floods-in-Angola>.

Cray, C.

- 2011 Soil quality and human migration in Kenya and Uganda. *Global Environmental Change*, volume 21, issue 2, May 2011, page 421-430, <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378011000264>.

Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)

- 2008 Africa Review Report on Drought and Desertification, http://www.uneca.org/eca_resources/Publications/books/drought/index.htm.

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)

- 2010 The least developed countries report 2010. Towards a New International Development Architecture for LDCs. New York and Geneva, http://www.unctad.org/en/docs/ldc2010_en.pdf.

Council of Europe

- 2008 *Environmentally induced migration and displacement: a 21st century challenge*, Doc. 11785, Report of the Committee on Migration, Refugees and Population of the Parliamentary Assembly, <http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/Doc08/EDOC11785.pdf>.

De Sherbinin et al.

- 2011 Preparing for Resettlement Associated with Climate Change. *Science*, 28 October 2011, volume 334, number 6055, page 456-457, DOI: 10.1126/science.1208821 , <http://www.sciencemag.org/content/334/6055/456.summary>.

Displacement Solutions

- 2009 *Climate Change displaced persons and housing, land and property rights. Preliminary strategies for rights-based planning and programming to resolve climate-induced displacement*. Geneva. http://displacementsolutions.org/files/documents/DS_Climate_change_strategies.pdf.

Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD)

- 2010 Forum Mondial sur la Migration et le Développement Mexique 2010, Document de Réflexion, Table ronde 3 – Politiques et Cohérence Institutionnelle pour aborder le rapport entre migration et développement, <http://www.gfmd.org/en/documents-library/mexico-2010.html>.

Gallina, A.

- 2010 *Human Mobility Report 2011. Migration and Human Development in African, Caribbean and Pacific Countries*. ACP Secretariat, Brussels.

Gemenne, F.

- 2011 Why the numbers don't add up: A review of estimates and predictions of people displaced by environmental changes. *Global Environmental Change*, doi:10.1016/j.gloenvcha.2011.09.005, <http://www.bis.gov.uk/assets/bispartners/foresight/docs/migration/modelling/11-1188-mr7-why-the-numbers-dont-add-up-estimates-of-people-displaced.pdf>.

Government Office for Science

- 2011 *Foresight: Migration and Global Environmental Change*. Final Project Report, Government Office for Science: London. <http://www.bis.gov.uk/assets/bispartners/foresight/docs/migration/11-1116-migration-and-global-environmental-change>.

Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GEIC)

- 2001 *Climate Change 2001, IPCC Third Assessment Report*. Cambridge: Cambridge University Press, http://www.grida.no/publications/other/ipcc_tar/.
- 2007 *Climate Change 2007, IPCC Fourth Assessment Report*, Cambridge University Press, Cambridge, http://www.ipcc.ch/publications_and_data/publications_and_data_reports.shtml.

Inter-Agency Standing Committee (IASC)

- 2006 *Protecting persons affected by natural disasters*. IASC Operational Guidelines on Human Rights and Natural Disasters, <http://www.humanitarianinfo.org/iasc/pageloader.aspx?page=content-products-products&sel=1>.

Internal Displacement Monitoring Centre of the Norwegian Refugee Council (IDMC) et Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires humanitaires (OCHA)

- 2009 *Monitoring Disaster Displacement in the Context of Climate Change*. IDMC, Norwegian Refugee Council and OCHA, Geneva, [http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/\(httpInfoFiles\)/12E8C7224C2A6A9EC125763900315AD4/\\$file/monitoring-disaster-displacement.pdf](http://www.internal-displacement.org/8025708F004BE3B1/(httpInfoFiles)/12E8C7224C2A6A9EC125763900315AD4/$file/monitoring-disaster-displacement.pdf).

International Council on Human Rights Policy (ICHRP)

- 2008 *Climate Change and Human Rights: A Rough Guide*. Versoix, http://www.ichrp.org/files/reports/45/136_report.pdf.

Jäger, J. et al. (ed.)

- 2009 *Environmental Change and Forced Migration Scenarios. Synthesis Report*, http://www.each-for.eu/documents/EACH-FOR_Synthesis_Report_090515.pdf.

Kniveton, D. et al.

- 2009 Challenges and approaches to measuring the migration–environment nexus. In: IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*. Geneva, pp. 41-111, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.

Laczko, F. et C. Aghazarm

- 2009 Introduction and Overview: Enhancing the knowledge base. In IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*. Geneva, pp.7-40, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.

Leighton, M., X. Shen and K. Warner

- 2011 *Climate Change and Migration: Rethinking Policies for Adaptation and Disaster Risk Reduction*. Studies of the University: Research, Counsel, Education, Publication Series of UNU-EHS, No. 15/2011, <http://www.ehs.unu.edu/file/get/8468>.

Martin, S. F.

- 2009 Managing environmentally induced migration. In: IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*, Geneva, pp.353-384, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf
- 2010 *Climate Change, Migration and Adaptation*. The German Marshall Fund of the United States (GMF), Washington, http://www.gmfus.org/galleries/default-file/SMartinAdaptation_V3.pdf.

McAdam, J.

- 2011 *Climate Change Displacement and International Law: Complementary Protection Standards*. Legal and Protection Policy Research Series, UNHCR, Division of International Protection, Geneva, <http://www.unhcr.org/4dff16e99.pdf>.

Mc Carthy, J. J. et al. (eds.)

- 2001 *Climate Change 2001. Impacts, adaptation and vulnerability*. Chapters 10, 11, 17 and 18. Contribution of Working Group II to the 3rd Assessment Report of the Intergovernmental Panel of Climate Change. In: IPCC (2001): *Climate Change 2001, IPCC Third Assessment Report*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 75-967, http://www.grida.no/publications/other/ipcc_tar/.

Ministère pour la coordination des affaires environnementaux Mozambique (MICOA)

- 2007 *National Adaptation Programme of Action (NAPA)*, <http://unfccc.int/resource/docs/napa/moz01.pdf>.

Ministère de l'environnement, de la conservation et de la météorologie, Honiara / Facilité de l'Environnement Mondiale (FEM) / Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

- 2008 *Solomon Islands National Adaptation Programmes of Action*, <http://unfccc.int/resource/docs/napa/slb01.pdf>.

Ministère des ressources naturelles du Lesotho et al.

- 2007 *Lesotho's National Adaptation Programme of Action (NAPA) on Climate Change. Under the United Nations' Framework Convention on Climate Change*, <http://unfccc.int/resource/docs/napa/lso01.pdf>.

Mimura, N. et al.

- 2007 Small islands. Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel of Climate Change. In: IPCC (2007): *Climate Change 2007, IPCC Fourth Assessment Report*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 687-716, <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg2/ar4-wg2-chapter16.pdf>.

Mission permanente de la Grèce à Genève / OIM

- 2009 *Climate change, environmental degradation and migration: addressing vulnerabilities and harnessing opportunities*. Geneva, http://publications.iom.int/bookstore/free/HSN_Quadrilingual_Report.pdf.

Naik, A.

- 2009 Migration and Natural Disasters. In: IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*, Geneva, pp.245-317, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.

Observatoire ACP sur les migrations

- 2011 Guide de recherche pour des recherches commanditées par l'Observatoire ACP sur les migrations. ACPOBS/2011/PUB01. Observatoire ACP sur les migrations/OIM, Bruxelles. http://www.acpmigration-obs.org/sites/default/files/ACP%20Obs%20Guide%20Rec%20FR%20Annexes%20final_0.pdf.

Organisation internationale pour les migrations (OIM)

- 2007 *Discussion Note: Migration and the Environment*. 94th Council Session Document MC/INF/288 (2007), http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/about_iom/en/council/94/MC_INF_288.pdf.
- 2008a *Expert seminar: Migration and the environment*. IOM, Geneva, http://publications.iom.int/bookstore/free/IDM_10_EN.pdf.
- 2008b *Migration and Climate Change, IOM Research Series*, No. 31, IOM, Geneva.

- 2008c Migration, Development and Environment, *IOM Migration Research Series*, No. 35, IOM, Geneva.
- 2009a *Compendium of IOM's activities in Migration, climate change and the environment*. http://publications.iom.int/bookstore/free/Compendium_of_IOMs_Activities.pdf.
- 2009b *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*. Geneva. http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.
- 2009c *Migration Initiatives Appeal 2009*. Geneva. http://iom.ch/jahia/webdav/site/myjahiasite/shared/shared/mainsite/published_docs/books/Migration%20Initiatives09.pdf.
- 2009d *Republic of the Marshall Islands. Migration, climate change and environmental degradation*. <http://www.iom.ch/jahia/Jahia/asia-and-oceania/oceania/marshall-islands/cache/offonce/>.
- 2010a *Kenyan Pastoralists affected by climate change take to deep lake fishing*, MRF Nairobi Bulletin, vol.3, issue 9, December 2010, http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/activities/countries/docs/kenya/IOM_Nairobi_Newsletter_December_2010.pdf.
- 2010b *World Migration Report 2010. The Future of migration. Building capacities for change*, http://publications.iom.int/bookstore/free/WMR_2010_ENGLISH.pdf.
- 2011a *Climate Change, Environmental Degradation and Migration*. Background paper, IOM, Geneva.
- 2011b *Climate Change, migration and critical international security considerations*, *IOM Migration Research Series*, No. 42, IOM, Geneva.
- 2011c *IOM Response to the Horn of Africa Crisis. External Situation Report*. 27 September 2011, <http://www.iom.int/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/media/docs/reports/IOM-Horn-of-Africa-Sitrep.pdf>.

Oxfam International

- 2005 *The tsunami's impact on women*. Oxfam Briefing Note, March 2005, http://www.preventionweb.net/files/1502_bn050326t-sunamiwomen.pdf.

Parry, M. et al.

- 2007 Africa. Climate Change 2007: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Fourth Assessment Report of the Intergovernmental Panel of Climate Change In: IPCC (2007): *Climate Change 2007, IPCC Fourth Assessment Report*. Cambridge: Cambridge University Press, pp. 80-841, http://www.ipcc.ch/publications_and_data/ar4/wg2/en/frontmatter.html.

Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

- 2008 *Timor-Leste*. News Quarterly. Volume 11, June 2008, <http://www.tl.undp.org/undp/Newsletter/june1.pdf>.

Ramphal Centre

- 2011 *People on the move. Managing migration in today's Commonwealth. The second report of the Ramphal Commission on Migration and Development*. London, http://www.ramphalcentre.org/pdf/Ramphal_Second_Report_Commission_Mig_and_Dev.pdf.

Renaud, F. G. et al.

- 2011 A Decision Framework for Environmentally Induced Migration, *International Migration*. Vol. 49 (S1) 2011, <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-2435.2010.00678.x/pdf>.

République du Niger / Facilité de l'Environnement Mondiale (FEM) / Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

- 2006 *National Adaptation Programme of Action*, <http://unfccc.int/resource/docs/napa/ner01e.pdf>.

Tacoli, C.

- 2010 *Moving to adapt to climate change. Reflect & Act*. International Institute for Environment and Development (IIED), <http://pubs.iied.org/pdfs/G02999.pdf>.

- 2011 *Not only climate change: mobility, vulnerability and socio-economic transformations in environmentally fragile areas of Bolivia, Senegal and Tanzania*. Human Settlements Working Paper Series. Rural-Urban and Livelihood Strategies, No. 28, International Institute for Environment and Development (IIED), <http://pubs.iied.org/pdfs/10590IIED.pdf>.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (UN DESA)

- 2009 *Trends in International Migrant Stock*. Rev. 2008, Population Division, New York, http://www.un.org/esa/population/migration/UN_MigStock_2008.pdf

United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC)

- 1992 http://unfccc.int/key_documents/the_convention/items/2853.php.

UNHCR – L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés

- 2010 *Pacific islanders face the reality of climate change*. Refugee Newsletter No.1/2010, Canberra regional office, p.8, <http://www.unhcr.org.au/pdfs/UNHCRNewsletter2010smallerize.pdf>.

United Nations Inter-Agency Secretariat of the International Strategy for Disaster Reduction (UN/ISDR)

- 2004 *Living with Risk. A global review of disaster reduction initiatives*. 2004 Version-Volume I, New York and Geneva, http://www.unisdr.org/files/657_lwr1.pdf.

UN-OHRLS – Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits Etats insulaires en développement des Nations Unies

- 2009 *The Impact of Climate Change on the Development Prospects of the Least Developed Countries and Small Island Developing States*. New York, <http://www.unohrlls.org/UserFiles/File/LDC%20Documents/The%20impact%20of%20CC%20on%20LDCs%20and%20SIDS%20for%20web.pdf>.

United Republic of Tanzania / Global Environment Facility (GEF) / United Nations Environment Programme (UNEP)

- 2007 *National Adaptation Programme of Action (NAPA)*, <http://unfccc.int/resource/docs/napa/tza01.pdf>.

U.S. Agency for International Development (USAID)

- 2010 *Climate Change, property rights and resource governance. Emerging implications for USG Policies and Programing. Property Rights and resource governance, Briefing Paper #2*, <http://www.rmportal.net/library/content/climate-change-property-rights-resource-governance-emerging-implications-for-usg-policies-and-programming>.

Van der Geest, K.

- 2009 Ghana. Case Study Report. "Migration and natural resources scarcity in Ghana". *Environmental Change and Forced Migration Scenarios*, http://www.each-for.eu/documents/CSR_Ghana_090126.pdf.

Warner, K. et al.

- 2009a *In Search of Shelter. Mapping the Effects of Climate Change on Human Migration and Displacement*, http://issuu.com/careandclimatechange/docs/care_in_search_of_shelter.
- 2009b Researching environmental change and migration: evaluation of EACH-FOR methodology and application in 23 case studies worldwide. In: IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*. Geneva, pp. 197-243, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.

Zetter, R.

- 2009 The role of legal and normative frameworks for the protection of environmentally displaced people. In: IOM (2009b): *Migration, Environment and Climate Change: Assessing the Evidence*, Geneva, pp.385-441, http://publications.iom.int/bookstore/free/migration_and_environment.pdf.

Afrique australe
 développement
 Afrique centrale
 formations
 santé
 Caraïbes
 Timor-Leste
 Angola
 retour
 Democratic Republic of the Congo
 statistiques
 Afrique de l'Ouest
 transferts de fonds
 Trinité et Tobago
 bases de données
 Afrique centrale
 Haïti
 Sénégal
 travail
 diasporas
 Sud-Sud
 Cameroun
 Tanzanie
 droits
 Pacifique
 genre
 migration
 Afrique de l'Est
 Nigeria
 environnement
 intégration
 Kenya
 interne
 Lesotho
 urbanisation
 Papouasie
 Nouvelle Guinée
 déplacements
 traite des personnes

